

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions - TPSGC

**11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776**

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

National Individual Standing Offer (NISO)

Offre à commandes individuelle nationale (OCIN)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Industrial Vehicles & Machinery Products Division
11 Laurier St./11, rue Laurier
7B1, Place du Portage, Phase III
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet TOLE MINCE	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8486-173357/A	Date 2017-03-17
Client Reference No. - N° de référence du client W8486-173357	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$\$HS-643-72711
File No. - N° de dossier hs643.W8486-173357	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-04-26	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
Delivery Required - Livraison exigée Specified herein - Précisé dans le:	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Chenier, Jeremy G.	Buyer Id - Id de l'acheteur hs643
Telephone No. - N° de téléphone (819)420-0868 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address	
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone	
Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)	
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	2
1.1 Introduction.....	2
1.2 Sommaire.....	2
1.3 Compte rendu.....	3
PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS	4
2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées.....	4
2.2 Présentation des offres.....	4
2.3 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes	4
2.4 Lois applicables	4
2.5 Demande de la liste des plans et dessins (LPD)	5
PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES	6
3.1 Instructions pour la préparation des offres.....	6
PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	9
4.1 Procédures d'évaluation	9
4.2 Méthode de sélection.....	9
PARTIE 5 - ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	10
5.1 Attestations exigées avec l'offre.....	10
5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires.....	12
PARTIE 6 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	13
A. OFFRE À COMMANDES.....	13
6.1 Offre.....	13
6.2 Exigences relatives à la sécurité	13
6.3 Clauses et conditions uniformisées	13
6.4 Durée de l'offre à commandes	14
6.5 Responsables	15
6.6 Utilisateurs désignés.....	15
6.7 Instrument de commande	16
6.8 Limite des commandes subséquentes.....	16
6.9 Limitation financière.....	16
6.10 Ordre de priorité des documents	16
6.11 Attestations et renseignements supplémentaires.....	17
6.12 Lois applicables	17
B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....	17
6.1 Besoin	17
6.2 Clauses et conditions uniformisées	17
6.3 Durée du contrat	17
6.4 Paiement.....	17
6.5 Instructions pour la facturation	19
6.6 Clauses du Guide des CUA	19
6.7 Préparation de la livraison	20
ANNEXE A - DESCRIPTIONS DES ARTICLES ET ÉTABLISSEMENT DES PRIX.....	21
ANNEXE B - ÉTABLISSEMENT DES PRIX - INDICE DES PRIX DES PRODUITS INDUSTRIELS.....	23

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient six parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- Partie 1 - Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin;
- Partie 2 - Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;
- Partie 3 - Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;
- Partie 4 - Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5 - Attestations et renseignements supplémentaires: comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir;
- Partie 6 - 6A, Offre à commandes, et 6B, Clauses du contrat subséquent :
 - 6A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;
 - 6B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

Les annexes comprennent Annexe A - Descriptions des articles et établissement des prix, et Annexe B - Établissement des prix - Indice des prix des produits industriels.

1.2 Sommaire

Le besoin porte sur l'établissement d'une offre à commandes individuelle et nationale (OCIN) pour l'achat de tôle mince au fur et à mesure des besoins, pour le ministère de la Défense nationale. L'OCIN sera en vigueur pendant un (1) an (période ferme), avec l'option de prolonger l'offre pour deux (2) période additionnelle d'un (1) an.

Le besoin est décrit à l'Annexe A - Descriptions des articles et établissement des prix et conformément à la liste des données de conception LDC-8486-173357 datée du 2016-07-18. Pour obtenir une copie de la LPD, dessins et spécifications, les offrants doivent communiquer avec le responsable de l'offre à commandes par courriel et fournir leur adresse postale complète. Si les offrants n'ont pas reçu les documents au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture, les offrants devraient communiquer avec le responsable de l'offre à commandes.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

Pour ce besoin, une préférence est accordée aux produits et (ou) aux services canadiens.

N° de l'invitation - Solicitation No.
W8486-173357/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8486-173357

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
hs643W8486-173357/A

Id de l'acheteur - Buyer ID
hs643
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

1.3 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document 2006 (2016-04-04) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 90 jours

2.2 Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

2.3 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins 7 jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

2.4 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur **Ontario** et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

N° de l'invitation - Solicitation No.

W8486-173357/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

W8486-173357

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

hs643W8486-173357/A

Id de l'acheteur - Buyer ID

hs643

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

2.5 Demande de la liste des plans et dessins (LPD)

Pour obtenir une copie de la LPD, dessins et spécifications, les offrants doivent communiquer avec l'autorité contractante par courriel et fournir leur adresse postale complète. Si les offrants n'ont pas reçu les documents au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture, les offrants devraient communiquer avec l'autorité contractante.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

3.1 Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique (2 copies papier)

Section II : offre financière (1 copies papier)

Section III: attestations (1 copies papier).

Section IV: Renseignements supplémentaires (1 copies papier)

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- (a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- (b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

1. utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
2. utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.


3.1.1 Échantillons

Le soumissionnaire doit, à la demande de l'autorité contractante, fournir un échantillon au responsable technique, frais de transport payés d'avance et sans frais pour le Canada, dans les quatorze (14) jours civils après la date de la demande. L'échantillon fourni par le soumissionnaire demeurera la propriété du Canada et ne sera pas considéré comme faisant partie des biens livrables dans tout contrat. Si l'échantillon ne satisfait pas aux exigences stipulées dans la demande de propositions ou si le soumissionnaire ne respecte pas la demande de l'autorité contractante, la soumission sera jugée non recevable.

Section II : Offre financière


Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec la Base de paiement détaillée à la Parti B section 6.4.1 et dans l'Annexe A - Descriptions des articles et établissement des prix. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

1. Le soumissionnaire peut demander au Canada d'assumer les risques et les avantages liés aux fluctuations du taux de change. Si le soumissionnaire demande un rajustement du taux de change, cette demande doit être clairement indiquée dans la soumission au moment de sa présentation. Le soumissionnaire doit présenter le formulaire [PWGSC-TPSGC 450](#) , Demande de rajustement du taux de change, avec sa soumission, et indiquer le montant en monnaie étrangère en dollars canadiens pour chaque article pour lequel un rajustement du taux de change est demandé.

2. Le montant en monnaie étrangère est défini comme la portion du prix ou du taux qui varie directement en fonction des fluctuations du taux de change. Ce montant devrait comprendre l'ensemble des taxes, des droits et des autres coûts payés par le soumissionnaire et qui seront compris dans le montant de rajustement.

3. Le prix total payé par le Canada sur chaque facture sera rajusté au moment du paiement, selon le montant en monnaie étrangère et la disposition relative à la fluctuation du taux de change du contrat. Le rajustement du taux de change sera uniquement appliqué lorsque la fluctuation du taux de change varie de plus de 2% (augmentation ou diminution).

4. Au moment de la soumission, le soumissionnaire doit remplir les colonnes (1) à (4) du formulaire [PWGSC-TPSGC 450](#)  pour chaque article pour lequel il veut se prévaloir de la disposition relative à la fluctuation du taux de change. Lorsque les soumissions sont évaluées en dollars canadiens, les valeurs indiquées dans la colonne (3) devraient aussi être en dollars canadiens, afin que le montant du rajustement soit présenté dans la même devise que le paiement.

5. Aux fins de la présente disposition relative à la fluctuation du taux de change, les autres taux ou calculs proposés par le soumissionnaire ne seront pas acceptés.

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5 - Attestations et renseignements supplémentaires.

Section IV: Renseignements supplémentaires

Le Canada demande que les offrants présentent les renseignements suivants :

3.1.3 Livraison

Bien que la livraison soit demandée dans les quinze (15) jours civils suivants la réception d'une commande individuelle à l'offre à commandes, la meilleure date de livraison qui peut être offerte est:

Item 001 _____ **jours civils** suivant la réception d'une commande individuelle.

Item 002 _____ **jours civils** suivant la réception d'une commande individuelle.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W8486-173357/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8486-173357

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
hs643W8486-173357/A

Id de l'acheteur - Buyer ID
hs643
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Item 003 _____ **jours civils** suivant la réception d'une commande individuelle.

Item 004 _____ **jours civils** suivant la réception d'une commande individuelle.

3.1.4 Représentant de l'offrant

Le Canada demande que les offrants soumettre l'information pour les personnes responsables pour :

Renseignements généraux

Nom : _____
No de téléphone : _____
No de télécopieur : _____
Courriel : _____

Suivi de la livraison

Nom : _____
No de téléphone : _____
No de télécopieur : _____
Courriel : _____

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- (a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- (b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.
- (c) L'équipe d'évaluation devra d'abord déterminer si deux offres ou plus sont accompagnées d'une attestation valide de contenu canadien. Si c'est le cas, seulement les offres accompagnées d'une attestation valide seront évaluées selon le processus d'évaluation, sinon toutes les offres reçues seront évaluées. Si des offres accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, et qu'il reste moins de deux offres recevables accompagnées d'une attestation valide, l'équipe poursuivra l'évaluation des offres accompagnées d'une attestation valide. Si toutes les offres accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, alors toutes les autres offres reçues seront évaluées.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

Les offrants doivent indiquer le numéro de pièce et le numéro de COF/CAGE offert en Annexe A - Descriptions des articles et établissement des prix.

4.1.1.2 Critères d'évaluation techniques obligatoires - Certification de conformité

Les offrants doivent compléter la Certification de conformité à la Partie 5 - Attestations et Renseignements Supplémentaires.

4.1.2 Évaluation financière

4.1.2.1 Critères d'évaluation financière obligatoires

Les prix de l'offre doivent être en dollars canadien, rendu droits acquittés (DDP) à destination, selon les Incoterms 2000, les droits de douane et les taxes d'accise du Canada comprises et les taxes applicables sont en sus.

Les offrants doivent proposer un prix pour toutes les destinations avec le même numéro de nomenclature de l'OTAN en accordance avec l'Annexe A - Descriptions des articles et établissement des prix.

4.2 Méthode de selection

4.2.1 Méthode de sélection - Articles multiples

L'offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le plus bas prix moyen par numéro de nomenclature de l'OTAN sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

Un maximum de deux (2) offres recevable sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec l'offre

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément à la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter avec son offre la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.1.2 Attestations additionnelles requises avec l'offre

5.1.2.1 Attestation du contenu canadien

Cet achat est conditionnellement limité aux produits canadiens.

Sous réserve des procédures d'évaluation contenues dans la demande d'offres à commandes, les offrants reconnaissent que seulement les offres accompagnées d'une attestation à l'effet que le ou les produits offerts sont des produits canadiens, tel qu'il est défini dans la clause [A3050T](#), peuvent être considérées.

Le défaut de fournir cette attestation remplie avec l'offre aura pour conséquence que le ou les produits offerts seront traités comme des produits non-canadiens.

L'offrant atteste que :

() au moins 80 p. 100 du prix total de l'offre correspond à des produits canadiens tel qu'il est défini au paragraphe 1 de la clause [A3050T](#).

Pour de plus amples renseignements afin de déterminer le contenu canadien de plusieurs produits, plusieurs services ou une combinaison de produits et de services, consulter l'[Annexe 3.6](#) (9), Exemple 2 du *Guide des approvisionnements*.

5.1.2.1.1 Définition du contenu canadien

1. **Produit canadien** : Un produit entièrement fabriqué au Canada ou d'origine canadienne est considéré comme un produit canadien. Un produit dont des composantes sont importées peut aussi être considéré comme produit canadien aux fins de la politique, pourvu qu'il ait été suffisamment transformé au Canada pour être conforme à la définition des Règles d'origine établies par L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Aux fins de cette détermination, il faut remplacer le terme « territoire », qui figure dans les Règles d'origine de l'ALENA, par celui de « Canada ». (Consulter l'Annexe 3.6 (9) du Guide des approvisionnements

2. **Service canadien** : Un service fourni par un individu établi au Canada est considéré comme un service canadien. Lorsqu'un besoin consiste en l'achat de seulement un service, lequel est fourni par plus d'un individu, le service sera considéré comme canadien si au moins 80 p. 100 du prix total de la soumission pour le service est fourni par des individus établis au Canada.

3. **Produits divers** : Lorsque les besoins consistent en l'achat de plusieurs produits, l'une des deux méthodes suivantes est appliquée :

- (a) évaluation globale : au moins 80 p. 100 du prix total de la soumission doit correspondre à des produits canadiens; ou,
- (b) évaluation individuelle de chaque article : dans certains cas, chaque article de la soumission peut être évalué individuellement et des contrats peuvent être attribués à plus d'un fournisseur. Dans ces cas, les fournisseurs doivent alors indiquer séparément chaque produit qui est conforme à la définition des produits canadiens.

4. **Services divers** : Pour les besoins se composant de plus d'un service, au moins 80 p. 100 du prix total de la soumission doit correspondre à des services fournis par des individus établis au Canada.

5. **Combinaison de produits et de services** : Si à la fois des produits et des services doivent être achetés, au moins 80 p. 100 du prix total de la soumission doit correspondre à des produits et des services canadiens (tel que défini ci-dessus).

Pour de plus amples renseignements afin de déterminer le contenu canadien de plusieurs produits, plusieurs services ou une combinaison de produits et de services, consulter l'Annexe 3.6 (9), Exemple 2 du Guide des approvisionnements.

6. **Autres produits et services canadiens** : Textiles : Les textiles sont considérés comme des produits canadiens lorsqu'ils sont conformes à une règle d'origine modifiée, dont il est possible d'obtenir des exemplaires auprès de la Division des vêtements et textiles, Direction des produits commerciaux et de consommation.

5.1.2.2 Certification de conformité

Le soumissionnaire certifie que tous les produits proposés sont conformes, et continueront de se conformer pendant toute la durée du contrat, au besoin décrit à l'Annexe A et à la liste des plans et dessins (DDL-8486-173357 datée du 16-07-18).

Signature du représentant autorisé du soumissionnaire

Date

5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à la Politique d'inadmissibilité et de suspension (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ») du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail (http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?&_ga=1.152490553.1032032304.1454004848).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

PARTIE 6 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

6.1 Offre

L'offrant offre de remplir le besoin conformément au besoin reproduit à l'Annexe A - Descriptions des articles et établissement des prix et conformément à la liste des données de conception LDC-8486-173357 datée du 2016-07-18.

6.2 Exigences relatives à la sécurité

L'offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

[2005](#) (2016-04-04), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

6.3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre les achats payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données en format électronique (MS Excel) conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites ci bas. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « NÉANT ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

Premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;
Deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;
Troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;
Quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données en matière d'établissement de rapports inclus, mais ne se limite pas seulement à l'information suivante:

1. Renseignements généraux
 - (a) Numéro de l'offre à commande
 - (b) Titre et description de l'offre à commande

-
- (c) Utilisateur autorisé
 - (d) Numéro de la commande subséquente
 - (e) Numéro et date de la facture
 - (f) Lieu de livraison
 - (g) Période du rapport (Trimestre et année fiscal)
 - (h) Nombre total de commande et les valeurs associées (taxes applicables incluses) pour la période du rapport
 - (i) Nombre total de commande et les valeurs associées (taxes applicables incluses) par année fiscal.
 - (j) Nombre total de commande et les valeurs associées (taxes applicables incluses).
2. Information relative aux articles
- (a) Numéro de l'article;
 - (b) Nombre total d'article commandé (Par trimestre and par année financière) pour la durée de l'offre à commande;
 - (c) Nombre total d'article commandé (Par lieux de livraison).

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les **quinze (15) jours civils** suivant la fin de la période de référence.

6.4 Durée de l'offre à commandes

6.4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées de la date d'entrée en vigueur de l'offre à commandes jusqu'au sera inséré par TPSGC.

6.4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour deux (2) périodes additionnelles d'un (1) an aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes soixante (60) jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

6.4.3 Points de livraisons

La livraison du besoin sera effectuée aux points de livraison identifiés à l'Annexe A - Descriptions des articles et établissement des prix de l'offre à commandes.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W8486-173357/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8486-173357

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
hs643W8486-173357/A

Id de l'acheteur - Buyer ID
hs643
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

6.5 Responsables

6.5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Jeremy Chenier
Spécialiste en approvisionnements
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
DTPLEP - Division « HS »
Phase III, Place du Portage, 7B1
11, rue Laurier
Gatineau (Québec) K1A 0S5
Téléphone : 819-420-0868
Courriel : jeremy.chenier@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

6.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquentes à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquentes à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

6.5.3 Représentant de l'offrant

Renseignements généraux

Nom : _____
No de téléphone : _____
No de télécopieur : _____
Courriel : _____

Suivi de la livraison

Nom : _____
No de téléphone : _____
No de télécopieur : _____
Courriel : _____

6.6 Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est :

DLP 3 ou ses représentants autorisés délégués.

6.7 Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes.

6.8 Limite des commandes subséquentes

Pour les utilisateurs désignés, les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 40 000,00 \$ (taxes applicables incluses).

Toutes les commandes dépassant 40 000,00 \$ (taxes applicables incluses) devront être envoyées à TPSGC pour autorisation.

6.9 Limitation financière

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de **Sera inséré par TPSGC**\$, (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisées exclue) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que **75 p. 100** de ce montant est engagé, ou **quatre (4) mois** avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

6.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- (d) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- (e) les articles de l'offre à commandes;
- (f) les conditions générales 2005 (2016-04-04), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services;
- (g) les conditions générales 2010A (2016-04-04) Conditions générales - biens (complexité moyenne) (2016-04-04) 2010A;
- (h) l'Annexe A - Descriptions des articles et établissement des prix;
- (i) l'Annexe B - Établissement des prix - Indice des prix des produits industriels;
- (j) l'offre de l'offrant en date du **Sera inséré par TPSGC**.

6.11 Attestations et renseignements supplémentaires

6.11.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

6.12 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur sera inséré par TPSGC et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

6.1 Besoin

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes et conformément à la liste des données de conception LDC-8486-173357 datée du 2016-07-18.

6.2 Clauses et conditions uniformisées

6.2.1 Conditions générales

2010A (2016-04-04), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.3 Durée du contrat

6.3.1 Date de livraison

La livraison doit être complétée conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

6.4 Paiement

6.4.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations dans le cadre du contrat, l'entrepreneur sera payé de la manière suivante :

6.4.1.1 Base de paiement pendant la période initiale

Les prix fermes stipulés dans l'Annexe A - Descriptions des articles et établissement des prix, en devises canadiennes, rendu droits acquittés (DDP) à destination, selon les Incoterms 2000, les droits de douane et les taxes d'accise du Canada comprises et les taxes applicables sont en sus.

Le prix payé sera rajusté en fonction de la disposition relative à la fluctuation du taux de change (le cas échéant).

6.4.1.2 Base de paiement pendant les périodes de prolongation

Les prix fermes stipulés dans l'Annexe A - Descriptions des articles et établissement des prix, et révisés conformément à l'Annexe B - Établissement des prix - Indice des prix des produits industriels, en devises canadiennes rendu droits acquittés (DDP) à destination, selon les Incoterms 2000, les droits de douane et les taxes d'accise du Canada comprises et les taxes applicables sont en sus.

Le prix payé sera rajusté en fonction de la disposition relative à la fluctuation du taux de change (le cas échéant).

6.4.1.3 Rajustement relatif à la fluctuation du taux de change

1. Le montant en monnaie étrangère est défini comme la portion du prix ou du taux qui varie directement en fonction des fluctuations du taux de change. Ce montant devrait comprendre l'ensemble des taxes, des droits et des autres frais payés par la soumissionnaire et qui seront compris dans le montant de rajustement.

2. Pour chaque article pour lequel un montant en monnaie étrangère est déterminé, le Canada assume les risques et les avantages liés à la fluctuation du taux de change, conformément à la Base de paiement. Pour ces articles, le montant de rajustement du taux de change est déterminé conformément à la disposition de la présente clause.

3. Le prix total payé par le Canada sur chaque facture sera rajusté au moment du paiement, selon le montant en monnaie étrangère et la disposition relative à la fluctuation du taux de change du contrat.

Le montant de rajustement du taux de change sera calculé conformément à la formule suivante :

Rajustement = montant en monnaie étrangère x Qté x $(i_1 - i_0) / i_0$

où les variables de la formule correspondent à :

Montant en monnaie étrangère

Montant en monnaie étrangère (par unité)

i_0

taux de change initial (\$ CA par unité de monnaie étrangère [p. ex., 1 \$ US])

i_1

taux de change aux fins du rajustement (\$ CA par unité de monnaie étrangère [p. ex., 1 \$ US])


Qté


quantité d'unités

4. Le taux de change initial correspond habituellement au cours à midi, publié par la Banque du Canada à la date de clôture de la demande de soumissions.

5. Pour les biens, le taux de change aux fins du rajustement correspondra au cours à midi, publié par la Banque du Canada à la date de livraison des biens. Pour les services, le taux de change aux fins du rajustement correspondra au cours à midi, publié par la Banque du Canada pour le dernier jour ouvrable du mois durant lequel la prestation a eu lieu. Pour les paiements anticipés, le taux de change aux fins du rajustement correspondra au cours à midi à la date à laquelle le paiement était dû. Le plus récent cours à midi sera utilisé pour les jours non ouvrables.

6. L'entrepreneur doit indiquer le montant total de rajustement du taux de change (soit à la hausse, à la baisse ou invariable) séparément sur chaque facture ou demande de paiement présentée dans le

cadre du contrat. Dans le cas où un rajustement s'applique, l'entrepreneur doit joindre à sa facture le formulaire [PWGSC-TPSGC 450](#) , Demande de rajustement du taux de change.

7. Le rajustement du taux de change sera uniquement appliqué lorsque la fluctuation du taux de change varie de plus de 2% (augmentation ou diminution), calculé conformément à la colonne 8 du formulaire [PWGSC-TPSGC 450](#)  (c.-à-d. $[i_1 - i_0 / i_0]$).

8. Le Canada se réserve le droit de vérifier toute révision de coûts et prix en vertu de la présente clause.

6.4.2 Limite de prix

Clause du *Guide des CCUA* [C6000C](#) (2011-05-16), Limite de prix

6.4.3 Paiements multiples

Clause du *Guide des CCUA* [H1001C](#) (2008-05-12), Paiements multiples.

6.5 Instructions pour la facturation

1. L'entrepreneur envoie des factures conformément aux modalités stipulées dans l'article intitulé « Envoi des factures » des conditions générales. Aucune facture ne peut être envoyée avant la fin des travaux visés par la facture.

Chaque facture doit être accompagnée des copies des factures, reçus et pièces justificatives de toutes les dépenses directes et frais de déplacement et de subsistance.

2. L'entrepreneur doit envoyer les factures par des moyens électroniques, sauf stipulation contraire de l'utilisateur désigné, afin de réduire le nombre de documents imprimés.

3. Les factures sont envoyées de la manière suivante :

(a) L'original et une (1) copie sont livrés en mains propres ou envoyés par messagerie électronique au destinataire ou à l'adresse indiquée dans la commande subséquente à l'offre à commandes, pour des fins d'attestation et de paiement.

6.6 Clauses du *Guide des CCUA*

Référence des CCUA	Titre	Date
A9006C	Contrat de défense	2012-07-16
B4042C	Plaques signalétiques	2008-05-12
B7500C	Marchandises excédentaires	2006-06-16
C2800C	Cote de priorité	2013-01-28
C2801C	Cote de priorité - entrepreneurs établis au Canada	2014-11-27
D2025C	Matériaux d'emballage en bois	2013-11-06
D5545C	ISO 9001:2008 Systèmes de management de la qualité - Exigences (CAQ C)	2010-08-16
D6010C	Palettisation	2007-11-30
D9002C	Ensembles incomplets	2007-11-30
G1005C	Assurances	2016-01-28

N° de l'invitation - Solicitation No.
W8486-173357/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8486-173357

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
hs643W8486-173357/A

Id de l'acheteur - Buyer ID
hs643
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

W0002D

Livraisons à effectuer en dehors d'une
zone de règlement des revendications
territoriales globales

2016-01-28

6.7 Préparation de la livraison

6.7.1 Exigences en matière d'emballage selon la spécification D-LM-008-036/SF-000

L'entrepreneur doit préparer tous les articles pour la livraison conformément à la dernière version de la spécification relative à l'emballage des Forces canadiennes D-LM-008-036/SF-000, Exigences du MDN en matière d'emballage commercial du fabricant.

L'entrepreneur doit emballer tous les articles à raison d'une (1) unité par paquet.

Le poids par palette ne doit pas excéder 2500 livres.

6.7.2 Instructions d'expédition - destination et calendrier de livraison

1. L'entrepreneur doit expédier les biens en DDP - rendu droits acquittés (... lieu de destination convenu). À moins d'indication contraire, la livraison doit se faire par le moyen le plus économique. Les frais d'expédition doivent être indiqués séparément dans la facture de l'entrepreneur. L'entrepreneur est responsable de l'ensemble des frais de livraison, de l'administration, des coûts et des risques de transport et du dédouanement, dont le paiement des droits de douane et des taxes applicables.

2. L'entrepreneur doit livrer les biens aux dépôts d'approvisionnement des Forces canadiennes (FC) sur rendez-vous seulement. L'entrepreneur ou son transporteur doit prendre les rendez-vous pour la livraison en communiquant avec la Section du trafic des dépôts à l'endroit pertinent indiqué ci-après. Le destinataire peut refuser des livraisons lorsque des dispositions n'ont pas été prises au préalable.

- (a) 7 Dépôt d'approvisionnement des FC, Parc Lancaster
Edmonton (Alberta)
Téléphone : 780-973-4011, poste 4524
- (b) 25 Dépôt d'approvisionnement des FC, Montréal
Montréal (Québec)
SVC25DAFC@forces.gc.ca

N° de l'invitation - Solicitation No.
W8486-173357/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8486-173357

N° de la modif - Amd. No.
hs643
File No. - N° du dossier
hs643 W8486-173357/A

Id de l'acheteur - Buyer ID
hs643
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE A - DESCRIPTIONS DES ARTICLES ET ÉTABLISSEMENT DES PRIX

La quantité minimale par article pour les commandes subséquentes est de 1000 unités.

No d'article	Description	Destination	Prix unitaire ferme – période initiale (taxes applicables en sus)	
			Gamme de quantité	Prix
1	NNO : 9515-21-1110844 Numéro de pièce : 1075283-1 COF/CAGE : 35907 Numéro de pièce offert : _____ COF/CAGE offert : _____	BFC Montreal	1000 à 2499	_____ \$
			2500 à 4999	_____ \$
			5000+	_____ \$
2	NNO : 9515-21-1110844 Numéro de pièce: 1075283-1 COF/CAGE : 35907 Numéro de pièce offert : _____ COF/CAGE offert : _____	BFC Edmonton	1000 à 2499	_____ \$
			2500 à 4999	_____ \$
			5000+	_____ \$

N° de l'invitation - Solicitation No.
W8486-173357/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8486-173357

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
hs643 W8486-173357/A

Id de l'acheteur - Buyer ID
hs643
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

3	NNO: 9515-21-1110845 Numéro de pièce: 1075283-2 COF/CAGE : 35907 Numéro de pièce offert : _____ COF/CAGE offert : _____	BFC Edmonton	1000 à 2499	_____ \$
			2500 à 4999	_____ \$
			5000+	_____ \$
4	NNO: 9515-21-1110845 Numéro de pièce: 1075283-2 COF/CAGE : 35907 Numéro de pièce offert : _____ COF/CAGE offert : _____	BFC Montreal	1000 à 2499	_____ \$
			2500 à 4999	_____ \$
			5000+	_____ \$

ANNEXE B - ÉTABLISSEMENT DES PRIX - INDICE DES PRIX DES PRODUITS INDUSTRIELS

Pour chacune des périodes prolongées, les prix fermes par article seront déterminés en calculant et en utilisant des *Indices des Prix des Produits Industriels pour Tôles et bandes laminées à froid, en acier ou en acier non allié [312121]* (selon le Système de classification des produits de l'Amérique du Nord (SCPAN)). Les données utilisées seront les données relatives aux douze (12) derniers mois disponibles à la date de clôture de la demande d'offre à commandes et les données relatives aux douze (12) mois disponibles trente (30) jours civils avant la fin de la période initiale ou prolongée, selon le cas.

Les *Indices des prix des produits industriels pour Tôles et bandes laminées à froid, en acier ou en acier non allié [312121]* est fournie dans [CANSIM Tableau 329-0075 Indices des prix des produits industriels, selon le Système de classification des produits de l'Amérique du Nord \(SCPAN\) mensuel](http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a26?id=3290075&p2=11&p1=-1&tabMode=dataTable&retrLang=fra&srchLan=-1&lang=fra) (<http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a26?id=3290075&p2=11&p1=-1&tabMode=dataTable&retrLang=fra&srchLan=-1&lang=fra>).

Tôles et bandes laminées à froid, en acier ou en acier non allié [312121]

	Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
2013	100.8	102.4	103.8	102.8	102.1	103.1	105	104.7	104.3	104.7	107.7	109.2
2014	113	114.8	113.8	114.8	114.6	114.4	113.6	117	117.6	118.8	119.4	119.7
2015	123.4	123.7	120.7	114.1	111	112.5	115.7	117.4	117	112.6	111.4	111.8
2016	114.5	108.8	106.4	107.7	111.9	115.6	119.8	126.2	126	128.2	130	127.5

1. Formule pour la mise à jour des prix fermes des périodes prolongée

$$P_{(e)} = P \times \frac{AVE_{(e)}}{AVE}$$

Où :

- $P_{(e)}$ = Prix ferme de la période prolongée;
- P = Prix ferme pour la période initiale de l'offre à commandes;
- $AVE_{(e)}$ = Indice annuel moyen calculé selon les données relatives aux douze (12) mois disponibles trente (30) jours civils avant la fin de la période initiale ou prolongée, selon le cas. L' $AVE_{(e)}$ calculé ne sera pas modifiée si une mise à jour de l'indice est effectuée.
- AVE = Indice annuel moyen calculé selon les données relatives à la période de douze (12) mois disponibles à la date de clôture de la demande d'offre à commandes.

L'ajustement dérivé du ratio $AVE_{(e)} / AVE$ ne peut pas être inférieur à 1. Dans le cas où le ratio $AVE_{(e)} / AVE$ serait inférieur à 1, les prix fermes pour la période prolongée correspondront au prix ferme de la période initiale.

2. Exemple

Aux fins de cet exemple:

- (a) La date de clôture de la demande d'offre à commandes était le 17 novembre 2014.
- (b) La période initiale de l'offre à commandes était du 25 janvier 2015 au 24 Janvier 2016.
- (c) La première période prolongée était du 25 Janvier 2016 au 24 Janvier 2017.

(d) La deuxième période prolongée était du 25 Janvier 2017 au 24 Janvier 2018.

(e) Le prix ferme de l'article était de 200 \$ pour la période initiale.

2.1 Détermination de l'AVE

Conformément à la définition de l'AVE fournie en section 1, les données relatives à la période de douze (12) mois disponibles à la date de clôture de la demande d'offre à commandes s'étendent de novembre 2013 à octobre 2014.

Tôles et bandes laminées à froid, en acier ou en acier non allié [312121]

	Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
2013	100.8	102.4	103.8	102.8	102.1	103.1	105	104.7	104.3	104.7	107.7	109.2
2014	113	114.8	113.8	114.8	114.6	114.4	113.6	117	117.6	118.8	119.4	119.7

$$AVE = \frac{107.7 + 109.2 + 113 + 114.8 + 113.8 + 114.8 + 114.6 + 114.4 + 113.6 + 117 + 117.6 + 118.8}{12}$$

$$AVE = \frac{1369.3}{12} = 114.1$$

L'indice annuel moyen (AVE) calculé est de 114.1 selon les données relatives à la période de douze (12) mois disponibles à la date de clôture de la demande d'offre à commandes.

2.2 Première période de prolongation

2.2.1 Détermination de l'AVE_(e) pour la première période de prolongation

Conformément à la définition de l'AVE(e) fournie ci-dessus, les données relatives aux douze (12) mois disponibles trente (30) jours civils avant la fin de la période initiale qui est le 25 décembre 2015 correspondent à la période du mois de décembre 2014 au mois de novembre 2015.

Tôles et bandes laminées à froid, en acier ou en acier non allié [312121] pour la première période de prolongation

	Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
2013	100.8	102.4	103.8	102.8	102.1	103.1	105	104.7	104.3	104.7	107.7	109.2
2014	113	114.8	113.8	114.8	114.6	114.4	113.6	117	117.6	118.8	119.4	119.7
2015	123.4	123.7	120.7	114.1	111	112.5	115.7	117.4	117	112.6	111.4	111.8

$$AVE_{(e)} = \frac{119.7 + 123.4 + 123.7 + 120.7 + 114.1 + 111 + 112.5 + 115.7 + 117.4 + 117 + 112.6 + 111.4}{12}$$

$$AVE_{(e)} = \frac{1399.2}{12} = 116.6$$

L'indice annuel moyen calculé (AVE_(e)) est de 116.6 selon les données relatives aux douze (12) mois disponibles trente (30) jours civils avant la fin de la période initiale.

2.2.2 Mise à jour du prix fermes pour la première période prolongée

$$P_{(e)} = P \times \frac{AVE_{(e)}}{AVE} = \$200 \times \frac{116.6}{114.1} = \$200 \times 1.0219 = \$204.38$$

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W8486-173357/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8486-173357

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
hs643W8486-173357/A

Id de l'acheteur - Buyer ID
hs643
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Pour la première période de prolongation le prix ferme de l'article s'élèverait à 204.38 \$.

2.3 Deuxième période de prolongation

2.3.1 Détermination de l'AVE_(e) pour la deuxième période de prolongation

Conformément à la définition de l'AVE(e) fournie ci-dessus, les données relatives aux douze (12) mois disponibles trente (30) jours civils avant la fin de la première période prolongée qui est le 25 décembre 2016 correspondent à la période du mois de décembre 2015 au mois de novembre 2016.

Tôles et bandes laminées à froid, en acier ou en acier non allié [312121] pour la deuxième période de prolongation

	Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
2013	100.8	102.4	103.8	102.8	102.1	103.1	105	104.7	104.3	104.7	107.7	109.2
2014	113	114.8	113.8	114.8	114.6	114.4	113.6	117	117.6	118.8	119.4	119.7
2015	123.4	123.7	120.7	114.1	111	112.5	115.7	117.4	117	112.6	111.4	111.8
2016	114.5	108.8	106.4	107.7	111.9	115.6	119.8	126.2	126	128.2	130	127.5

$$AVE_{(e)} = \frac{111.8 + 114.5 + 108.8 + 106.4 + 107.7 + 111.9 + 115.6 + 119.8 + 126.2 + 126 + 128.2 + 130}{12}$$

$$AVE_{(e)} = \frac{1406.9}{12} = 117.2$$

L'indice annuel moyen calculé (AVE_(e)) est de 117.2 selon les données relatives aux douze (12) mois disponibles trente (30) jours civils avant la fin de la première période de prolongation.

2.3.2 Mise à jour du prix fermes pour la deuxième période prolongée

$$P_{(e)} = P \times \frac{AVE_{(e)}}{AVE} = \$200 \times \frac{117.2}{114.1} = \$200 \times 1.0272 = \$205.44$$

Pour la première période de prolongation le prix ferme de l'article s'élèverait à 205.44 \$.